

505 LMS 3/15

315

(1942-1944)

V. D. 6023 : Règlement par les autorités allemandes du matériel de voie et des frais de dépose des voies.

ARCHIVES

Dépose de voies par ordre des autorités allemandes.

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	20. 1.42	<i>manque</i>
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	29. 1.42	
Note de la W.V.D. à la S.N.C.F.	20. 6.42	
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	11. 7.42	
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	15. 7.42	
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	21. 7.42	
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	29. 7.42	
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	1. 8.42	
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	11. 8.42	
Dépêche MTP à SNCF	10.8. 42	
Dépêche MTP à SNCF	22.8. 42	
Dépêche MTP à SNCF	25.8. 42	
Dépêche MTP à SNCF	29.8. 42	
Dépêche MTP à SNCF	19.9. 42	
Dépêche MTP à SNCF	8.12.42	
Dépêche MTP à SNCF	21.12.42	
Dépêche MTP à SNCF	13. 7.43	
Lettre SNCF au MTP	21. 3.44	

Dépose de voies par ordre des autorités allemandes

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

D 3410/21

Paris, le 21 mars 1944

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Les récents bombardements de nos grands triages de LONGUEAU, HIRSON, TRAPPES, LE MANS, ont entraîné la destruction de nombreuses voies de service, dont la réparation a nécessité un prélèvement très important dans nos stocks de matériel pour voies accessoires.

Les réserves dont nous disposons maintenant seront très rapidement épuisées si nous devons continuer à effectuer des réparations aussi fréquentes et aussi importantes.

Pour parer à cette éventualité, nous ne pouvons songer à nous réapprovisionner dans l'industrie et nous ne pouvons pas non plus compter comme autrefois sur le matériel provenant de substitutions; il faut donc obligatoirement récupérer du matériel par dépose d'installations existantes. Mais cette recherche même d'installations peu utilisées, que nous avons entreprise et qui nous amènera à vous présenter prochainement des propositions de suppression, va sans doute être peu fructueuse en raison des déposes très nombreuses qui ont déjà été prévues pour le compte des Autorités occupantes.

Dans ces conditions, il me paraît indispensable que les Autorités allemandes renoncent à prendre livraison du matériel qui est à déposer, ou qui est en cours de dépose, pour leur compte, et qui fait l'objet de la liste ci-annexée.

En raison de la gravité de notre situation, je me permets, Monsieur le Ministre, de vous demander d'intervenir d'urgence auprès des Autorités allemandes pour qu'elles laissent à notre disposition le matériel en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

Monsieur le Ministre
Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et
aux Communications - 244, Bld Saint-Germain - PARIS

Liste des installations prévues à déposer
pour le compte des Autorités allemandes

I.- Installations en cours de dépose

MUSSIDAN à BERGERAC	31 km
DOZULE à TROARN	10 km
PAMERS - LE CARLARET	7 km
LE HAVRE - SOQUENCE	20 km

Raccordement d'AUDUN-le-ROMAN (lignes
7 à 29) 5 km 170

Total 73 km 170 73 km 170

II.- Installations non encore déposées

VEYNES à GAP	27 km
NEUFCHATEAU à PAGNY-sur-MEUSE	38 km
VITRY à VALENTIGNY	27 km
SAINTES à ROYAN	37 km
CHAVELOT	4 km

Total 133 km 133 km

Total global 206 km 170
=====

J.G.

PARIS, le 13 Juillet 1943

315

SECRETARIAT D'ETAT
aux COMMUNICATIONS

Direction
des Chemins de fer

Service Technique

3ème Bureau

Dépose d'appareils
de voie

A.G. 23-1

COPIE

LE MINISTRE, SECRETAIRE D'ETAT A LA
PRODUCTION INDUSTRIELLE ET AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la S.N.C.F.

Je vous adresse copie d'une lettre du Président
MUNZER en date du 21 Juin 1943, relative à la dépose
d'appareils de voie dans les gares de la S.N.C.F. et en
pleine voie.

Je donne mon accord à la dépose des appareils qui
sont portés sur la liste jointe à la lettre précitée
et qui étaient compris dans la liste des 500 appareils
que vous m'aviez indiqués comme susceptibles d'être
déposés.

Pour le Secrétaire d'Etat
et par autorisation
Le Directeur des Chemins de fer

signé : MORONI

S.E. AUX COMMUNICATIONS

PARIS, le 21/12/42

Direction des Chemins de fer
Service technique - 3^e Bureau

Dépose de voies pour les
autorités d'occupation.-

Le Ministre S.E. à la Production Indus-
trielle et aux Communications

à M.le Président du C.A. de la S.N.C.F.

Les autorités d'occupation ayant demandé l'envoi en Allemagne de 2.500 km de voies et de 2.500 appareils, la dépose d'un certain nombre de lignes a été effectuée et la longueur de ces lignes atteint presque la moitié de celle demandée.

Or, il apparaît que le nombre des appareils provenant des voies déposées est loin d'atteindre la même proportion et on peut prévoir d'ores et déjà qu'il sera impossible de retirer de l'ensemble des lignes déposées la totalité des appareils demandés.

Dans ces conditions, je vous prie de faire étudier par vos Services les moyens de fournir aux autorités d'occupation un chiffre d'appareils s'approchant autant qu'à possible de 2.500, sans qu'il en résulte pour l'économie française un dommage exagéré.

(s) MORANE

S.E. AUX COMMUNICATIONS

Direction des Chemins de fer

Service technique - 3^e Bureau

PARIS, le 8/12/42

Dépose de lignes

Le Ministre S.E. à la Production Industrielle
et aux Communications

à M.le Président du C.A. de la S.N.C.F.

La longueur totale des voies susceptibles d'être déposées en vue de la cession du matériel aux autorités d'occupation est d'environ 2.550 km.

Or, ces autorités, par lettre du 25 novembre 1942, ont fait connaître que sur ces 2.550 km une longueur ~~totaux~~ de 989,7 km faisait l'objet d'un refus définitif de leur part. Elles demandent, en conséquence, qu'il leur soit adressé une nouvelle liste de voies dont la dépose pourrait être autorisée.

Je vous prie de me faire parvenir dans le plus bref délai une liste d'environ 1.000 km de lignes susceptibles d'être déposées, ces lignes étant à choisir sur l'ensemble du réseau français et non simplement en zone occupée, comme il avait été fait jusqu'à présent.

(s) MORANE

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Direction Générale
des Transports

Service Technique

5^e Bureau

Dépose des Voies

Paris, le 19 septembre 1942

- COPIE -

LE SECRETAIRE D'ETAT

à Monsieur le Président du Conseil d'Adminis-
tration de la Société Nationale des Chemins
de fer

Je vous donne mon accord pour la dépose des lignes
ci-après :

a) Ligne ouverte au trafic :

Valay - Gray 13,5 km

b) Ligne non ouverte au trafic :

Vernon - Pacy-sur-Eure 19 km

c) Mise à voie unique :

Ciry - Fère-Champenoise 32 km

Total 64,5 km

Un accord a été réalisé à ce sujet à la Conférence
tenue le 18 septembre 1942 dans le bureau de l'Oberreichsbaharat
WATTENBERG.

Pour le Secrétaire d'Etat et par autorisation:
P. le Directeur Général des Transports,
Le Directeur-Adjoint,

Signé.: MORONI.

S.E. AUX COMMUNICATIONS

PARIS, le 29/8/42

Direction générale des Transports

Service technique - 5^e Bureau

Dépose de voie

Le S.E. AUX COMMUNICATIONS

à M.le Président du Conseil d'Administration
de la SNCF

Je vous ~~donne~~/mon accord pour la dépose de la ligne ci-
après :

Mise à voie unique de la ligne à double voie de la Région
Est de Jussey à Darnieulles ~~XXXXXXXXXXXX~~ 60 Km

Une entente a été réalisée à ce sujet à la conférence
tenue le 28 août dans le bureau de M. l'Oberreichsbahnsrat
Wattenberg.

P.O. l'Ingénieur en Chef des Mines,
chargé de mission au Cabinet :

ADAM

Secrétariat d'Etat aux Communications

--~~secre~~--

Cabinet du Secrétaire d'Etat

PARIS LE 25 AOUT 1942

Direction générale des Transports

SA I289

Le S.E. aux Communications

Déposes d'installations
militaires

V/lettre Vst/ISM/74 du 6/8

à M. le Président du Conseil d'Administration
de la SNCF

Par lettre citée en référence (S.C. des Installations fixes) vous me rendez compte que l'E.B.D. de Nancy vous a demandé de compléter, le cas échéant, les relevés des déposes de voies qu vous établissez au fur et à mesure de leur exécution par la mention "matériel provenant d'installations militaires, matériel prise de guerre".

Vous ajoutez que, tout en vous réservant de me demander des instructions vous avez prescrit à vos services locaux pour déférer à la demande des autorités d'occupation, de compléter les relevés par l'indication précise de la provenance des matériaux déposés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aucune distinction ne doit être établie dans les déposes qui se poursuivent actuellement entre le matériel provenant d'installations militaires et le matériel provenant d'installations commerciales de la SNCF.

Il importe, en effet, d'éviter que les prélèvements de voies en cours d'exécution ne se doublent pas de la saisie, au titre de butin de guerre, de voies et embranchements faisant partie d'installations militaires.

Or, le Président Münzer, par lettre du 25/6; adressée au Colonel de Beauville, dont je vous transmets ci-joint copie, a admis que les déposes qui se poursuivent actuellement pourraient comprendre des voies et embranchements provenant d'installations militaires.

Dans ces conditions, j'estime que nous devons prendre acte de cette déclaration et considérer que, du consentement même des autorités allemandes, le danger de double prélèvement se trouve écarté puisque les voies et embranchements militaires seront imputés sur les déposes en cours de négociations.

Afin toutefois de prévenir toute demande des EBD tendant à la remise des voies ou embranchements militaires par la SNCF au titre de butin de guerre, il y a lieu de refuser catégoriquement de donner suite à la demande de l'EBD de Nancy.

Les instructions que vous avez données à vos services locaux constituent une demi-mesure qui peut être à cet égard dangereuse suivant la manière dont elle est appliquée. L'indica-

...

tion de la provenance du matériel déposé ne doit pas être, en effet, une manière détournée de donner satisfaction à la demande allemande. J'estime, en conséquence, que l'inventaire de ce matériel peut comporter toutes précisions que vous jugerez utiles sur sa provenance et sur la nature des ouvrages dont il faisait partie, mais sans la mention "installations militaires".

(s) GIBRAT

Le Délégué du Ministre des Communications du Reich

PARIS le 25/6/42

Le Vice-Président de la Reichsbahn MÜNZER

M.le Lieutenant-Colonel de Beauvillé
Chef de la Délégation française pour
les Communications

PARIS

La SNCF a reçu l'ordre de livrer immédiatement 2500 km de voie et 2500 appareils de voie à la Reichsbahn. Pour cette livraison on prévoit également de récupérer et d'enlever des matériaux de superstructure trouvés sur les embranchements et dans les dépôts militaires. Jusqu'à présent, il a été procédé à la récupération de matériaux de superstructure dans différents services militaires, cela sans protestation quelconque de la part de la SNCF. Ces derniers temps, la SNCF refuse de déposer ces installations militaires, s'appuyant pour cela sur un décret ministériel du 15/4/42.

Sans sa lettre du 13/3/42 la HVD a déjà soutenu le point de vue que la remise de ces voies et stocks militaires au Chef allemand des transports était fondée en droit, en vertu de la Convention d'armistice.

Au nom de M.le Ministre des Communications du Reich, je vous demande de bien vouloir faire donner toutes instructions utiles afin que le repliement de ces installations et stocks soit effectué sans délai.

(s) MÜNZER

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

315

Direction Générale
des Transports

Paris, le 22 août 1942

Service Technique

5ème Bureau

LE SECRETAIRE D'ETAT

Dépose de voies

à M. le Président du Conseil
d'Administration de la So-
ciété Nationale des Chemins
de fer

A.G. 22¹¹

COPIE

Je vous donne mon accord pour la dé-
pose des voies ci-après :

Mise à voie unique

HESTIGNEUL-DESVRES	12 km
DUN-DOULCON-BARONCOURT	47 km
JOINVILLE-SORCY	54 km

Garage

ROSNY	8 km 5
-------	--------

121 km 5

Un accord a été réalisé à ce sujet à
la conférence tenue le 21 août dans le bureau
de M. l'Oberreichsbahnrat WATTENBERG.

Pour le Secrétaire d'Etat
et par autorisation,
Le Directeur du Cabinet,

Signature. R. T.

Secrétariat d'Etat aux Communications

Service d'Etudes Générales

S.A. 1280

Paris, le 10 août 1942

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

Par lettre du 25 juin 1942 vous m'avez communiqué une note relative aux conditions de règlement financier des prestations de matériel de voies ferrées mises à la disposition des autorités d'occupation.

Vous indiquez dans cette note que, outre le versement d'une indemnité annuelle correspondant à la privation de jouissance du matériel et des installations déposées, les autorités allemandes devraient rembourser à la S.N.C.F. le montant des frais ci-après :

- frais de dépose des voies
- frais de chargement et de transport du matériel
- frais entraînés par les remaniements des gares et de la signalisation consécutifs aux déposes
- frais de reprises ultérieures des voies et appareils déposés
- frais de remise des installations dans leur consistance actuelle.

Afin de me permettre d'étudier ces propositions, je vous serais obligé de me fournir dans les plus brefs délais une estimation chiffrée de ces dépenses.

Vous voudrez bien me faire connaître le chiffre kilométrique global, avec sa décomposition en chacune des opérations ci-dessus indiquées.

Au cas où il vous serait impossible de me fournir d'emblée cette estimation, en raison des différences dans l'état d'entretien des voies du Réseau, je vous prie de m'indiquer un prix de revient par kilomètre suivant les différentes catégories de lignes à déposer, réparties selon leur état.

En tout état de cause, vous voudrez bien me fournir une estimation des sommes qui vous seraient dues sur ces bases pour les lignes dont la dépose est d'ores et déjà autorisée.

J'ajoute que ces différentes questions n'ont pour objet que de préciser votre note du 25 juin, mais les renseignements que vous me communiquerez en réponse ne doivent pas être considérés par vous comme les bases des négociations à entamer avec les autorités allemandes.

Le Directeur du Cabinet,

Signé: GREZEL.

S.N.C.F.

815
- C O P I E -

Le Président
du Conseil d'Administration

D 3410/21

Paris, le 11 août 1942

Dépose de voies

Vtv 64000-527
107

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 1er août 1942 par laquelle vous me donnez votre accord au sujet de la dépose de la ligne de Moneteau-Curgy-Pontigny (12 km) du ressort de la H.V.D. de Paris.

Des instructions ont été données immédiatement à la Région intéressée pour procéder à cette dépose.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports.-

S.E. AUX COMMUNICATIONS

I/8/42

Direction générale des Transports

Le S.E. AUX COMMUNICATIONS

à M.le Président du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

Par lettre n° 2175 T du 31/7/42, le Colonel de Beauville m'a transmis une dépêche E Tr S 47obktr Sto (Abgabe) du 31/7 que lui a fait parvenir la H.V.D. PARIS pour demander l'autorisation de dépose de la ligne Monetea Curgy-Pontigny afin d'éviter l'arrêt d'un chantier de dépo. Cette ligne de 12 km figure au programme du 29/6 et dans la lettre-télégramme du 20/7/42 de M.le Président Munzer. J'en autorise la dépose.

(s) CLAUDON

Secrétariat d'Etat
aux Communications

Paris, le 29 juillet 1942

Direction Générale
des Transports

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

Au cours d'une conférence à la H.V.D. le 28 juillet M. WATTEMBERG a demandé à mon représentant d'autoriser la dépose d'un certain nombre de kilomètres de lignes contenues dans la lettre-télégramme du Président MUNZER du 20 juillet 1942 et pour lesquelles des équipes de dépose sont à pied-d'oeuvre et risqueraient de rester sans travail faute de ces autorisations.

Pour des motifs exposés dans ma lettre du 25 juillet au Colonel de BEAUVILLE, je vous donne mon accord pour la dépose des lignes en question dont je vous donne la nomenclature :

Maintenon à Auneau	20 km
Sarge à Montoire	22 km 2
Etivaux-Montchanin (partie située en zone occupée)	2 km 4
	<hr/>
Total	44 km 6

L'accord des autorités allemandes résulte de la demande faite ce matin et de la lettre-télégramme du 20 juillet 1942 de M. le Président MUNZER au Secrétaire d'Etat aux Communications.

Signé: GIBRAT.

Secrétariat d'Etat
aux Communications

PARIS, le 21 Juillet 1942

Direction Générale
des Transports

COPIE

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS,

à Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la Société Nationale
des Chemins de fer français.

Je vous donne mon accord pour la dépose des lignes et
installations ci-après :

A - Lignes fermées à tout trafic

- AIRVAULT-MONTCONTOUR (Sud-Ouest) 12 kms
- MONTAGNEY - OUGNEY (Sud-Est) 6 - 5

18 kms5 18,5

B - Raccordements

- H.V.D. PARIS 27,2

C - Garages

- TOURNE (Est) 4 kms
- LIARD (Est) 3 -
- HIRSON (faisceau de
Buire).....10 -

17 kms 17,--

soit 62,7

L'accord des Autorités allemandes résulte implicitement des
termes de la lettre E.L. 2 41 T.3 du 9 Juillet 1942 du Délégué
du Ministre des Communications du Reich, adressée à M. le
Colonel de BEAUVILLE.

signé : GIBRAT

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS.

PARIS, le 15 Juillet 1942

Direction Générale
des Transports

Secrétariat

LE SECRETARIAT D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le PRESIDENT du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer.

Je vous donne mon accord pour la dépose des lignes et installations ci-après :

<u>A - Ligne :</u>	
BESSE - ST-CALAIS	11 km.
	<hr/> 11 km.
<u>B - Garages :</u>	
BRIENNE	11 km.
REVIGNY	7 -
VERBERIE	6 -
MASSY-PALAISEAU	3,4
ST-COME	13,5
BORDEAUX-BASSENS	9,7
COSNE (le camp)	5
	<hr/> 55 km.6
<u>C - Raccordements :</u>	
Sud de DUN et BARONCOURT	5 km.
AMAGNE	1,6
GONDRECOURT (n° 1)	3,8
GONDRECOURT (n° 2)	2,5
SORCY	1,7
NEUFCHATEAU	3,7
JUSSEY	1,3
DARNIEUILLES	1,4
LURE	1,5
PAGNY-s-MEUSE	1,5
LEROUVILLE (n° 1)	4,7
VERDUN	1,3
	<hr/> 30 km.
soit au total.....	
	96 km.6

L'accord des Autorités allemandes résulte implicitement des termes de la lettre E.L. 2 41 T.3 du 9 juillet 1942 du Délégué du Ministre des Communications du Reich, adressée à M. le Colonel de BEAUVILLE. Il a d'ailleurs été confirmé par lettre télégramme E.41 T.3 Sto Abgabe du 15 Juillet 1942 de la H.V.D. PARIS en ce qui concerne les paragraphes A (ligne) et B (garages).

P.le Ministre et par autorisation,

P.le Directeur Général des Transports le Directeur adjoint

Direction Générale des
Transports.

Secrétariat

LE DIRECTEUR GENERAL DES TRANSPORTS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la
S.N.C.F.

Je vous confirme l'accord téléphonique donné le 10 juillet
pour la dépose d'environ 40 km de voies dans les gares suivantes
(10 km pour l'E.B.D. de LILLE et 30 km pour l'E.B.D. de NANCY):

E.B.D. de LILLE

FIVES
BAISIEUX
WATTRELOS
PONT A MARCQ

GONDRECOURT
ROUGEPARRE
AVELIN
LANNON.

E.B.D. DE NANCY

ARCHES
BILLY-MANGIENNES
BAZOILLES-s-MEUSE
BRIN
DUSSANG
BRUYERES
BACCARAT
CHARMES
CORCIEUX-VANEMONT
CHALIGNY-NEUVES-MAISONS
DUN-DOULCON
DUGNY
DAMVILLERS-NEUVILLERS
DARNIERVILLES-UEGNEY
ESSEY et MEIZERAIS
EPINAL
FUMAY.

GIRAUVOISIN-ST-JULIEN
JEANMENIL
LEPANGES
LAVELINE
LA CHAPELLE
MARS-LA-TOUR
MEZIERES-CHARLEVILLE
MARTIGNY-LEUZE
MONCEL
NEUFCHATEAU
SEDAN
SPINCOURT
SAULMORY-MONTIGNY
VIREUX-MOLHAIN
VILLE-en-VIRMOIS
VAIRE

P. le Directeur Général des Transports
Le Directeur-adjoint

....

H.V.D. PARIS

E 41 T 1 Sto

W. 11115 a

D. 144812/1

Paris, le 20 juin 1942

S.N.C.F.

PARIS

- C O P I E -

Objet : Récupération en gare de ST-DIZIER de matériaux de superstructure de prise de guerre.

Réf. : S.N.C.F. V 150 234-9 du 18.5.42
32

A la suite de l'examen de la situation de fait et de droit résultant de l'accroissement du nombre des voies en gare de ST-DIZIER et notamment

1°) de l'agrandissement du faisceau des voies de triage CLOS-ST-JEAN,

2°) de la pose de 2 voies pour un magasin de ravitaillement de l'armée et

3°) de la pose de voies de garage pour trains de transports militaires, il a été établi que les voies ont été posées sur la demande de l'armée française, en vue de l'amélioration des conditions de ravitaillement des troupes, c'est-à-dire pour des fins militaires, de sorte qu'elles doivent être livrées, conformément à l'art. 13 I 1 de la convention d'armistice.

Le H.V.D. PARIS a par conséquent chargé l'E.B.D. PARIS Est de faire immédiatement le nécessaire en vue de la dépose de ces voies et du chargement des matériaux de superstructure récupérés.

Signature.

Secrétariat d'Etat
aux Communications

Direction Générale
des Transports

Service d'Armistice

S.A.833

Travaux ordonnés
par les autorités allemandes

Paris, le 29 janvier 1942

Le Secrétaire d'Etat

à Monsieur le Président
du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

Comme suite à votre lettre D 3410/21 du 20 courant relative à la dépose des voies de la ligne militaire de Bourgogne à Petit-Croix, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'approuve entièrement votre position, conforme à mes instructions du 18 décembre 1941.

Le Directeur du Cabinet,

Signé: MORONI